

### Informations du Guatemala

3<sup>e</sup> année, n° 136

Du 9 au 15 août 1985

#### POLITIQUE

Assassinat d'un dirigeant du secteur privé  
Un social-démocrate reçoit des menaces de mort  
Un gouvernement "civil militarisé"  
Washington désire accroître son aide au Guatemala  
Les élections en échange d'une aide militaire  
La co-existence comme moyen de pression...

#### ECONOMIE

A deux doigts de l'effondrement

#### CONTRE-INSURRECTION

On cherche à étendre le service des Patrouilles Civiles

#### INSURRECTION

Occupation d'une bourgade  
Actions des FAR  
Nouveaux combats à San Marcos  
L'armée fait mention d'affrontements

#### SITUATION SOCIALE

Fermeture d'hôpitaux  
Occupation des installations d'une fabrique

#### DROITS DE L'HOMME

Démarches en faveur des disparus

POLITIQUE

ASSASSINAT D'UN DIRIGEANT DU SECTEUR PRIVE

Roberto Castañeda Felice, Président de l'Association Générale des Agriculteurs -AGA-, une des entités privées des plus puissantes du pays, a été assassiné le 12 août dans la capitale, par des hommes armés circulant à bord d'un véhicule sans plaques d'immatriculations, semblable à ceux qui sont utilisés par les forces de sécurité gouvernementales au cours d'actions de ce type.

Le Comité des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières -CACIF-, le plus important des organismes représentant le secteur privé du pays et auquel appartenait l'AGA, a émis un communiqué dans lequel il précise qu'il est prêt à poursuivre le "dialogue national" avec le régime et, il ajoute qu'il attend de ce dernier des éclaircissements immédiats sur le crime ci-dessus mentionné. L'Initiative Privée, et plus particulièrement les exportateurs agricoles, s'est opposée aux mesures économiques adoptées par le gouvernement.

UN SOCIAL-DEMOCRATE RECOIT DES MENACES DE MORT

Le 11 août, un homme politique, social-démocrate, César Augusto Toledo Peñate, a fait savoir qu'il avait reçu plusieurs menaces de mort et a souligné que divers véhicules à bord desquels se trouvaient des individus fortement armés maraudaient aux alentours de sa maison. "Ils veulent m'intimider", a déclaré Toledo Peñate, qui cependant n'a pas mentionné les origines de cette persécution.

Selon les milieux politiques, les menaces s'expliquent par les déclarations qu'a prononcé le Secrétaire Général du Front Uni de la Révolution -FUR- concernant le manque de scrupules dont fait preuve la Banque de Guatemala dans sa gestion des devises et par ses critiques envers l'armée.

UN GOUVERNEMENT "CIVIL MILITARISE"

L'Archevêque Próspero Penados del Barrio, le plus haut placé dans la hiérarchie de l'Eglise catholique guatémaltèque, déclarait, dans une entrevue accordée à l'hebdomadaire espagnol Cambio 16 et publiée au cours de la deuxième semaine d'août, que le régime qui naîtra des élections du 3 novembre prochain sera, en fait, un gouvernement civil militarisé, étant donné que "les militaires n'abandonneront pas l'exercice du pouvoir".

L'Archevêque Penados signalait que la violence gouvernementale poursuit sa "spirale ascendante". Le prélat a ajouté que "rien n'avait été fait pour éviter les excès des forces de sécurité, dans les zones rurales où meurent de nombreux paysans".

WASHINGTON DESIRE ACCROITRE SON AIDE AU GUATEMALA

Des milieux de presse locaux, du 6 août, ont informé que la Maison Blanche désirait accroître la capacité militaire des pays d'Amérique Centrale, à l'exception toutefois du Nicaragua, si l'on en croit les déclarations de Robert McFarlane, Conseiller de Sécurité Nationale de l'Administration Reagan.

Selon cette même information, l'aide militaire aurait une ampleur telle que pour le seul Guatemala, elle correspondrait à 129 millions de dollars desquels 5 millions au moins seraient destinés à une augmentation de la capacité policière du pays. Ces précisions relèvent d'un plan élaboré par le Département d'Etat américain et qui serait mis en application lorsqu'un "président civil" se trouvera à la tête du pays.

LES ELECTIONS EN ECHANGE D'UNE AIDE MILITAIRE

Le 11 août, un journal américain, The New York Times, signale que les élections présidentielles au Guatemala auraient bien lieu car le régime militaire sait pertinemment bien que l'aide internationale, et plus spécifiquement américaine, augmentera "dès l'accession d'un civil à la présidence". Le journal mettait en outre l'accent sur le fait qu'après 30 ans d'exercice du pouvoir, les militaires guatémaltèques avaient démontrés "qu'ils étaient incapables de gérer la plus grave des dépressions enregistrées depuis les années 30".

Cependant, ajoute le journal, "les sceptiques, et ils sont nombreux, se demandent si les militaires abandonneront au nouveau gouvernement un peu plus qu'un simple pouvoir formel". Il reprend également les déclarations d'un diplomate étranger, posté au Guatemala qui en parlant du pays déclarait : "nous parlons d'un pays qui s'apparente le plus à un système féodal dans l'hémisphère occidental".

#### LA CO-EXISTENCE COMME MOYEN DE PRESSION

Le 7 août, le Commandant en Chef des Forces Armées Rebelles, FAR, Pablo Monsanto mettait en exergue que l'attitude de co-existence adoptée par le Général Mejía Victores eu égard au régime du Nicaragua a pour but d'exercer des pressions sur Washington pour susciter de la sorte une reprise de l'aide économique et militaire en faveur du Guatemala.

Le Commandant Monsanto a souligné, également, que le Guatemala avait besoin du marché du Nicaragua comme débouché pour sa production industrielle qui n'est compétitive qu'en Amérique Centrale. Pour ce qui est des élections, il a déclaré que les militaires essayent de projeter une nouvelle image tant sur le plan national qu'international, mais qu'en fait, ils garderont les rênes du pouvoir par le biais d'organes parallèles à l'Etat, tels que les Coordinatrices Interinstitutionnelles.

#### ECONOMIE

##### A DEUX DOIGTS DE L'EFFONDREMENT

Jorge González del Valle, Directeur du Centre d'Etudes Monétaires d'Amérique Latine -CEMLA- signalait, dans un article publié par le journal Prensa Libre, le 11 août, que la crise économique qui sévit au Guatemala est sur le point de mener le pays "à deux doigts de l'effondrement total".

Del Valle, ancien président de la Banque Centrale de Guatemala (1982-1983), explique que "les réserves de devises sont épuisées, la production stagne depuis cinq ans, la valeur des exportations continue de chuter et le chômage a atteint des limites intolérables" et, ajoute-t-il, il faut additionner à ce sombre tableau des facteurs tels que "la dévaluation, la hausse incontrôlable des prix internes, la baisse de la production d'aliments de base et l'augmentation de la dette extérieure qui atteint un tel seuil que cela va jusqu'à compromettre la souveraineté du pays dans la solution de ses problèmes".

#### CONTRE-INSURRECTION

##### ON CHERCHE A ETENDRE LE SERVICE DES PATROUILLES CIVILES

Le 10 août, des habitants de la capitale faisaient savoir que l'armée cherche à instaurer un service obligatoire dans les villes, semblable à celui des fameuses Patrouilles d'Autodéfense Civiles qui opèrent à la campagne. Pour ce faire, l'armée aura sans doute recours à de nouvelles pressions, menaces et violations des Droits de l'Homme auprès de la population.

S'expliquant sur ce thème, le Ministre de l'Intérieur, Carlos Guzmán a déclaré qu'effectivement le gouvernement pensait constituer ce qu'il a appelé des "Comités de Protection par Zones" qui, a-t-il ajouté constituerait une "collaboration des habitants aux forces de sécurité gouvernementales"

#### INSURRECTION

##### OCCUPATION D'UNE BOURGADE

Le 12 août, un communiqué insurrectionnel signalait que des unités de l'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP- avaient occupé, politiquement et militairement, le 10 août, durant 90 minutes, la bourgade XIV, de la municipalité de Chajul, située dans le département de El Quiché, au nord-ouest. L'armée gouvernementale y maintient précisément un contrôle strict de la population et des Patrouilles Civiles.

Selon le rapport, les rebelles ont rassemblé la population, y compris les membres des Patrouilles Civiles, et ont organisé une réunion politique sans le moindre affrontement.

## ACTIONS DES FAR

Le 12 août, un rapport signalait le fait que des commandos des Forces Armées Rebelles -FAR- avaient occupé, le 10 août, trois heures durant, les villages de Cacpuy et Corozal, situés dans le département septentrional de El Petén, où ils ont organisé une réunion de caractère politique avec la population.

L'information signale, par ailleurs, qu'un affrontement s'est produit entre insurgés et soldats, au kilomètre 36 de la route qui conduit de Chinajá à Sayaxché, à El Petén, au cours duquel les rebelles avaient occasionné un nombre indéterminé de pertes à l'armée. Les FAR font également savoir qu'entre le 7 et le 10 août, 7 opérations politico-militaire avaient eu lieu dans cette même région.

## NOUVEAUX COMBATS A SAN MARCOS

Un communiqué rendu public le 8 août mentionne que des forces de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- ont détecté et entravé, le 5 août, les manoeuvres d'une colonne de l'armée régulière, aux alentours de la propriété El Porvenir, dans le département de San Marcos, occasionnant de la sorte un affrontement intense sans que l'on puisse pour autant déterminer le nombre de pertes au sein des soldats.

Selon cette même source, un jour plus tard, une autre unité de l'ORPA attaquait avec feu d'artillerie et lance-grenades les forces gouvernementales stationnées dans cette même propriété provoquant cinq pertes au sein des forces régulières.

## L'ARMEE FAIT MENTION D'AFFRONTEMENTS

Un rapport émanant du Bureau d'Information de l'Armée fait mention de violents combats qui se sont produits entre soldats et insurgés dans les municipalités Chajul et Uspantán, situées dans le département de El Quiché, le 7 août.

D'après ce rapport, au cours de ces actions, cinq guérilleros ont trouvé la mort, de même que les troupes officielles qui ont enregistré cinq pertes.

## SITUATION SOCIALE

### FERMETURE D'HOPITAUX

Le 8 août, le Ministre de la Santé Publique, le Docteur Ramiro Rivera Alvarez reconnaissait que "du fait des coupes budgétaires effectuées dans le secteur de la Santé Publique, les hôpitaux du pays avaient du restreindre fortement les services médicaux offerts aux personnes disposant de peu de ressources".

Le fonctionnaire a rappelé que dans le dit "Dialogue National" (plus spécifiquement entre le secteur privé et le gouvernement), il avait été convenu de diminuer dans le budget général les dépenses liées à ce secteur pour une valeur de 8 millions de quetzales ce qui aura pour effet d'empêcher les centres hospitaliers de mener à bien les services les plus élémentaires. Parallèlement divers hôpitaux de la capitale et de l'intérieur du pays ont fait savoir que les fonds dont ils disposaient leur permettraient de fonctionner jusqu'à la fin août et qu'après cette date, ils se verraient dans l'obligation de suspendre leurs activités.

### OCCUPATION DES INSTALLATIONS D'UNE FABRIQUE

Les 580 travailleurs de l'entreprise de Cellulose de Guatemala -CELGUSA- ont occupé, le 8 août, les installations de la fabrique, située à El Rancho, dans le département de El Progreso, en vue de protester contre le retard de 4 mois de paiements de salaires qui leur sont dus et devant l'indifférence gouvernementale. Cette information provient des dirigeants d'une commission ouvrière de négociation formée en vue de régler le conflit du travail.

## DROITS DE L'HOMME

### DEMARCHES EN FAVEUR DES DISPARUS

Le 9 août, le Groupe d'Appui Mutuel -GAM-, formé par les proches des disparus, accusait le gouvernement guatémaltèque d'avoir séquestré des centaines de personnes et déposait devant les tribunaux de justice 862 recours de comparution individuelle en faveur de quelques 1 000 personnes appréhendées par des "effectifs des forces de sécurité".

Les recours accusent les Ministères de Défense et de l'Intérieur, l'armée et la Police Nationale, les sections G-2, les Brigades d'Opérations Spéciales -BROE-, le DIT: Département d'Enquêtes Techniques qui disposerait de prisons clandestines.